

Toutes les ambitions sont légitimes,
excepté celles qui s'élèvent sur les misères
et les crédulités de l'humanité ?

Joseph CONRAD

CANAL

Journal d'information - Janvier 2005

CÉRÉMONIE DES VŒUX DU SIARCE

Discours du Président

20 janvier 2005

A l'occasion de la précédente cérémonie de vœux, le 29 janvier 2004, j'avais consacré le début de mon discours à la **situation tragique de l'île d'Haïti**, en proie à l'analphabétisme, à la misère et à la violence, imposés par le régime du Président ARISTIDE qui avait été installé en septembre 1994 par 20.000 soldats américains dans le cadre de l'opération intitulée « Soutenir la démocratie ».

Un mois plus tard, le Président Aristide démissionnait de ses fonctions et prenait l'exil, sous la pression de Paris et de Washington. Avait-on pour autant créé les conditions pour résorber le chaos dans lequel la première République Noire du Monde avait été plongée ? A cette question, le Premier Ministre canadien, Paul MARTIN, a apporté, le 18 octobre dernier, la réponse suivante :

« **Haïti est pour moi le symbole de ce qu'il ne faut pas faire** et peut devenir le symbole de ce que l'on doit faire. Qu'arrive-t-il quand un pays fait faillite ? Les grandes puissances arrivent en force avec les militaires, et quand les choses se sont un peu calmées, elles s'en vont. C'est ce qui est arrivé en Haïti. Quand ils ont remis (*Jean-Bertrand*) ARISTIDE au pouvoir, la France, le Canada, les Etats-Unis, tout le monde est allé là-bas. Et lorsque la stabilité politique est revenue, tout le monde est parti.

On voit où on en est arrivé. Pour moi, il faut (...) avant tout, désarmer les milices mais également mettre en place les institutions pour que les haïtiens puissent administrer leur propre pays ».

Suffit-il de déposer un dictateur par la force pour régler les problèmes d'un pays du Tiers-Monde ? **le borbier irakien qui a fait plusieurs dizaines de milliers de victimes civiles est, à cet égard, un exemple à méditer.** Délivrer un pays de sa dictature, c'est bien, mais lui

permettre de mettre en place des institutions susceptibles de développer et de respecter les droits fondamentaux, c'est nettement mieux.

Comme si le peuple haïtien, l'un des plus pauvres du Monde, n'avait pas suffisamment souffert, il a été victime, le 18 septembre dernier, de la « **tempête Jeanne** » qui a fait **3.000 morts** et plus de 300.000 sans-abris. Une semaine après la catastrophe, le Ministère français des Affaires Etrangères a envoyé deux airbus chargés de fret correspondant à des dons d'ONG. L'opération de transport à la charge de l'Etat a été évaluée à 226.000 euros, soit moins de 1 euro par sinistré de ce pays francophone. C'est à comparer aux deux millions de dollars accordés par le Canada ou au don de 1 million d'euros effectué par la Conférence Episcopale Italienne. « la France est plus que jamais aux côtés d'Haïti », déclarait pourtant, le 26 septembre, le porte-parole du Quai d'Orsay ! Quant au Président de la République, il n'a pas manqué d'exprimer sa « compassion » au peuple haïtien.

L'ampleur de ce drame est due, en partie, à la déforestation de l'île d'Haïti, mal qui frappe de nombreux pays du Tiers-Monde. Aussi, je me réjouis de **l'attribution du Prix Nobel de la Paix à Wangari MAATHAI**, femme écologiste kenyane qui mène des actions exemplaires pour la reforestation de l'Afrique. Cette récompense à une personne qui fait du travail de terrain, montre que la bataille du développement durable peut être remportée, mais qu'elle le sera plus avec des actions citoyennes concrètes qu'avec des discours politiques médiatiques.

L'année 2004 a aussi été celle d'une mousson asiatique intense qui s'est traduite par des inondations dans le nord de l'Inde, le Népal et le Bangladesh, laissant des milliers de personnes sans abri et provoquant la mort de 1.800 d'entre elles. L'est et le sud de la Chine ont connu des inondations et glissements de terrains qui ont entraîné le décès de plus de 1.000 personnes.

De fortes précipitations ont également frappé le Brésil, l'Angola, le Botswana, la Namibie et certains Etats australiens. Dans l'Atlantique, ont pris naissance pas moins de 15 tempêtes tropicales, 6



SIARCE

II *En tant qu'humaniste, conscient du risque de dégradation du milieu ambiant dont souffre l'Amazonie, je peux imaginer que l'Amazonie soit internationalisée, comme du reste tout ce qui a de l'importance pour toute l'humanité. [...] Si, au nom d'une éthique humaniste, nous devons internationaliser l'Amazonie, alors nous devrions internationaliser les réserves de pétrole du monde entier. [...] De la même manière, on devrait internationaliser le capital financier des pays riches. [...] Si les Etats-Unis veulent internationaliser l'Amazonie [...] alors internationalisons aussi tout l'arsenal nucléaire des Etats-Unis. Ne serait-ce que parce qu'ils sont capables d'utiliser de telles armes, ce qui provoquerait une destruction mille fois plus vaste que les déplorables incendies des forêts brésiliennes. [...] En tant qu'humaniste, j'accepte de défendre l'idée d'une internationalisation du monde.*

II
Réponse de
Cristovam BUARQUE,
Ministre brésilien de
l'Education, interrogé par des
étudiants aux Etats-Unis

cyclones tropicaux avec des vents soufflant à plus de 300 km/h ayant traversé les Caraïbes.

Quant à la **tragédie vécue par les populations riveraines de l'Océan Indien**, fin décembre 2004, il me paraît sain de l'évoquer en reprenant les propos de Nicolas Hulot :

« Je voudrais être prudent avec les mots, par peur d'être indécent. Le silence est peut-être la meilleure attitude ».

Athena Ronquillo, Responsable du bureau régional de Greenpeace à Bangkok, résume les choses de la façon suivante :

« **Prévention des catastrophes, gestion de crises et aménagement du territoire ne sont que diverses facettes d'un seul et même problème, le développement et la lutte contre la pauvreté** ».

A cet égard, je voudrais vous livrer des extraits d'un excellent article, intitulé « Déconfisquer l'Ecologie », paru dans le quotidien « les Echos » du 7 octobre 2004 et rédigé par Marco DIANI, sociologue du CNRS et Rédacteur en chef de la revue « Hermès » :

« Plus de 2 milliards de personnes ne disposent pas d'eau potable et près de 3 milliards (la moitié de l'humanité) consomment une eau infâme et non potable. **A cause de l'ingestion de cette eau polluée, 30.000 personnes meurent quotidiennement** : cela signifie que chaque jour une ville moyenne comme Monaco ou Saumur disparaît de la Terre.

L'écologie, au lieu d'être une préoccupation permanente dans nos actes et nos pensées, suscite une réaction par à-coups (...).

Comment pourrions-nous rester des combattants immobiles, nous si évolués et si apeurés ? (...).

Si on finit par écoeuérer le citoyen, l'entreprise, les jeunes de l'écologie (...) l'avenir de la planète (...) est menacé (...).

Au lieu d'un discours conflictuel et culpabilisant autour de l'écologie, qui n'a fait que repousser la participation et l'engagement

d'une grande partie des citoyens, recentrons les débats sur des questions et des enjeux accessibles, compréhensibles et qui peuvent être entendus. **Privilégions l'action réaliste**, y compris au niveau individuel (...).

Notre avenir est de moins en moins déterminé par le chiffre de la croissance, qui est une vision dénaturée et limitée de la réalité. On sait de moins en moins si la croissance est obtenue en respectant la qualité de vie et du patrimoine humain ou en les dégradant : ce n'est pas le reflet du progrès socio-économique, et encore moins du progrès de la civilisation (...).

C'est à une **déconstruction du concept même de croissance** qu'il faut travailler, pour une **société fondée sur la qualité, sur la coopération plutôt que sur la compétition**, à une humanité libérée de l'obsession de l'obésité productiviste et qui se donnerait **la justice sociale comme objectif** (...).

Au lieu de nous transformer en usagers programmés et captifs, en consommateurs passifs et dépendants, le développement industriel et la croissance pourront nous fournir les moyens de renforcer notre autonomie. C'est une **question d'orientation de la production et de la recherche, d'organisation des rapports sociaux, de déconstruction des activités et de l'accès aux savoirs, d'équilibre et de redistribution des pouvoirs** ».

De plus en plus de voix s'élèvent, de par le Monde, quelles que soient les sensibilités politiques ou philosophiques pour fustiger les effets catastrophiques de la loi du marché, conçue comme une course infernale à la maximisation des profits, à la spéculation outrancière et à la création de richesses virtuelles !

En effet, est-il possible de parler de développement durable sans construire une économie solidaire qui réponde aux intérêts du plus grand nombre ?

Écoutons Jean Ziegler, sociologue suisse, député européen, expert auprès de l'O.N.U., parler des Maîtres du Monde :

« Ce sont les (...) oligarchies qui détiennent le capital financier spéculatif mondialisé et que, dans mon livre, j'appelle les prédateurs. Ce sont les héritiers de cette classe de dominateurs (...) qui gèrent l'économie depuis cinq cents ans. Près de 90 % des 1000 milliards de dollars échangés chaque jour passent par les mains de ces sociétés. Des sociétés multinationales, comme Microsoft, l'Union des banques suisses, la Société Générale, Général Food... Aujourd'hui, 200 de ces entreprises contrôlent près de 28 % de la production de richesse mondiale ».



« Pourquoi ce sont toujours les mêmes qui trinquent ? Il y a une injustice géographique dans les catastrophes naturelles qui les rend encore plus insupportables. [...] On parle de mondialisation, mais c'est dans ce domaine-là qu'elle aurait dû opérer : faire partager l'information. On devrait aussi avoir une force humanitaire internationale capable de décoller avec la même vitesse que les forces d'intervention militaire quand il y a menace de guerre. [...] Pour moi, la classe politique reste une planète mystérieuse. Les enjeux du développement durable sont tellement énormes, et les solutions impliquent de tels changements qu'ils ne savent pas faire. Cela se passe à une échelle temporelle qui n'est ni la leur ni celle de leurs électeurs. »

«

Nicolas HULOT
Le Parisien, 2 janvier 2005



Ces maîtres du monde exercent leur pouvoir à travers les organisations supra-nationales telles que le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), qui mettent en œuvre le consensus de Washington. Il s'agit d'un ensemble d'accords informels conclus tout au long des années 80-90 entre les principales sociétés transcontinentales, les banques de Wall Street, la Réserve fédérale américaine et les organismes financiers internationaux (FMI, Banque mondiale).

Ces accords informels visent à obtenir **la liquidation de toute instance régulatrice** (Etat ou organisation internationale), la libéralisation la plus totale et rapide de tous les marchés et l'instauration à terme d'un marché mondial unifié et totalement auto régulé.

La voilà, la guerre totale. L'armée du profit, sans couleur ni drapeau mais avec pour artillerie le dollar, pille et massacre la planète jour après jour. La persistance de la Maison Blanche à refuser de ratifier le protocole de Kyoto en est l'amère illustration.

Dans le numéro d'octobre 2002 du Nouveau Courrier de l'Unesco, une personnalité, que j'ai déjà citée lors de mon discours de vœux 2004, propose de réformer les institutions économiques internationales, en fustigeant « **le fanatisme du marché, une certaine vision du capitalisme**

à l'américaine, vu comme le meilleur, voire le seul, système économique universel. »

Cette déclaration émane-t-elle d'un « enragé » post soixante-huitard », d'un leader alter-mondialiste, de l'Abbé Pierre ? Eh bien non ! ces paroles ont été prononcées par Joseph Stiglitz, Prix Nobel d'économie en 2001, ancien conseiller de Bill Clinton, qui a par ailleurs dénoncé récemment, avec 9 autres Prix Nobel d'économie américains, la politique suicidaire de baisse de l'impôt pratiquée par Georges Bush.

Je vous livre à cet égard quelques extraits de l'ouvrage qu'il a publié en avril 2002, intitulé « La Grande Désillusion » :

« Peu de gens aujourd'hui défendent cette grande hypocrisie : on prétend aider les pays en développement alors qu'on les force à ouvrir leurs marchés aux produits des pays industriels avancés, qui eux-mêmes continuent à protéger leurs propres marchés. **Ces politiques sont de nature à rendre les riches encore plus riches et les pauvres encore plus pauvres - et plus furieux. »**

« Le FMI a cessé de servir les intérêts de l'économie mondiale pour servir ceux de la finance mondiale. »

« La mentalité colonialiste est restée : la certitude de savoir mieux que les pays en développement ce qui est bon pour eux. »

« Aujourd'hui, la mondialisation, ça ne marche pas. Ça ne marche pas pour les pauvres du monde. Ça ne marche pas pour l'environnement. Ça ne marche pas pour la stabilité de l'économie mondiale. »

Ce sont ces constats qui ont amené un certain nombre d'organisations et de responsables politiques à envisager une **taxation des transactions internationales pour financer l'aide au développement**. Cette idée, dont le principe a été lancé par l'Association ATTAC, est aujourd'hui refusée par les Etats-Unis mais relayée par le Président Jacques CHIRAC, le Président du Brésil Luiz Inacio LULA DA SILVA, le Président du CHILI Ricardo LAGOS et le Président espagnol, José Luis Rodriguez ZAPATERO.

« Les tsunamis ont tué des dizaines de milliers de personnes, mais les bourses d'Indonésie et d'Inde battent des records, portées par un climat économique jugé favorable, brutal décalage entre les investisseurs et les plus démunis sur lesquels s'est abattue la catastrophe. »

L'Humanité - 30 décembre 2004



Le Président CHIRAC ne rappelait-il pas récemment que **la richesse produite dans le monde, chaque année, est de 33.000 milliards de dollars et l'aide publique au développement du Tiers-Monde, de 60 milliards de dollars.**

Aussi, espérons que les actes suivront rapidement les discours, tant, comme disait Montaigne, « **c'est une belle harmonie quand le faire et le dire vont ensemble** ».

En même temps que l'élection présidentielle, a été organisé un plébiscite sur l'eau, qui se proposait d'affirmer la propriété publique de l'eau et de s'opposer à toutes les formes de privatisation quelles qu'elles soient. C'est la première fois, dans l'histoire du monde, que se fait une telle consultation.

Eduardo GALEANO, écrivain et journaliste, à propos de l'élection présidentielle en Uruguay du 30 octobre 2004.

Il serait même déplacé de se demander quel rôle le nombre de touristes occidentaux présents sur place et l'intérêt stratégique de l'Asie dans la nouvelle économie mondiale peuvent jouer dans cette surenchère de la compassion, dont n'ont jamais bénéficié les victimes quotidiennes du sida et du paludisme en Afrique, ou le milliard de personnes qui, dans le monde, n'ont toujours pas accès à l'eau potable.

Sylvie BRUNEL, ancienne Présidente d'Action Contre la Faim, Le Monde, 6 janvier 2005.



« Le faire » suppose d'être, pour le moins, **vigilant quant aux négociations actuellement en cours sur l'A.G.C.S (l'Accord Général sur le Commerce des Services)**, au sein de l'O.M.C (Organisation Mondiale du Commerce). Cet accord, sans précédent ni équivalent juridique, pourrait faire peser de graves dangers sur les Services publics, donc sur la cohésion nationale, les collectivités locales risquant, à terme, de ne pouvoir s'opposer à la privatisation de la santé, de l'éducation, de l'énergie et de l'eau ! aussi convient-il d'organiser, en 2005, un grand débat public sur cet accord qui doit être conclu avant le 1^{er} janvier 2006.

Cet exemple illustre, à lui seul, l'expression des **contradictions, si ce n'est des conflits, entre les droits de l'Homme et les droits des marchés**. A cet égard, je ne peux que vous renvoyer à la lecture de l'ouvrage intitulé « le Relatif et l'Universel » rédigé par Mireille DELMAS-MARTY, professeur au Collège de France : « Dans l'espace mondial (...) la forte dissymétrie des processus d'internationalisation semble favoriser systématiquement les valeurs marchandes. » Une bonne part des déséquilibres de notre monde, donc de ses injustices, réside dans **cette disproportion entre un « droit de la mondialisation » dont l'O.M.C manifeste la puissance accrue et la « mondialisation du droit » toujours en gésine**.

Aussi, pour éviter au présent globalisé, la double menace d'un désordre régulé par le seul jeu du marché et d'un impérialisme juridique émané de la puissance hégémonique américaine, Mireille DELMAS-MARTY en appelle à **la puissance des « forces imaginantes »**.

Elle développe ainsi une conception de la mondialisation que l'on pourrait qualifier de raisonnablement optimiste.



Pour retransmettre les matches de Ligue 1 en exclusivité jusqu'en 2008, Canal + devra déboursier 600 millions d'euros par an. Cette somme représente aussi 40 000 dispensaires en Afrique

L'Équipe du 11 décembre 2004

Cet optimisme raisonné, basé sur une foi inébranlable dans la conscience universelle de l'être humain, trouve une justification à travers le développement du commerce équitable, thème retenu pour cette cérémonie des vœux, animée par l'association « Artisans du Monde » dont je remercie les responsables.

Commerce équitable et économie solidaire sont indissociables du développement durable. Le SIARCE s'inscrit pleinement dans cette conception fondamentale sur laquelle est basée la charte d'éthique adoptée le 21 octobre 2004 par le Comité Syndical et intitulée **Charte EMERAUDE (Engagement Moral pour une Ecologie Raisonnée, un Aménagement et un Usage Durables de l'Essonne)**.

J'en profite pour féliciter l'ensemble de mes collègues Elus au SIARCE qui font preuve d'une grande continuité dans leurs engagements et pour remercier l'Administration dont le travail admirable a permis à notre Syndicat d'être primé, en avril dernier, **au Grand Prix Régional de l'Environnement 2004**.

La Charte EMERAUDE, déclinée en 33 articles, fait notamment référence dans son préambule au triptyque suivant : **aménager durablement, développer les solidarités et promouvoir la citoyenneté**. C'est en application de ces principes que notre Syndicat s'est prononcé sur les enjeux de la gestion de l'eau à l'horizon 2015, qu'il organisera en 2005 des débats publics sur ces enjeux et qu'il donnera, par ailleurs, un essor à sa politique de coopération décentralisée.

Pour notre collectivité, **penser globalement et agir localement** resteront, plus que jamais, d'actualité en cette année 2005 pour laquelle je vous adresse tous mes vœux, en formulant le souhait que se développe **la SOLIDARITÉ qui est, à mes yeux, la plus puissante arme de construction massive**.